

## Québec : Lendemain de campagne électorale et à la veille d'une campagne climat **Plan transitoire Solidaire capitaliste vert dévoilant une démocratie boiteuse**

La révolte des gilets jaunes est au départ un rejet de la solution de la crise climatique sur le dos du peuple travailleur à qui on impose ce qui serait au Québec une augmentation directe de la taxe sur l'essence, ou l'équivalent par voie indirecte du marché ou de la taxe carbone, sans une contrepartie anti "char" d'un transport en commun gratuit, fréquent et confortable sur l'ensemble du territoire et pas seulement dans la ville-centre ou entre la banlieue et la ville-centre à un tarif élevé sans système collecteur. Cette révolte condamne tant la taxe carbone du gouvernement Trudeau, qui la combine contradictoirement à la promotion musclée du pétrole bitumineux, que le marché carbone du gouvernement du Québec tant libéral ou péquiste que caquiste. Ces taxes et marchés n'ont un air progressiste que parce que mis en évidence par les Trump et Ford, le premier ministre ontarien qui a abandonné le marché du carbone Californie-Québec tout en contestant juridiquement la taxe carbone que le gouvernement fédéral veut lui imposer en compensation.

### **Le Plan de transition Solidaire : quelle transition, quelle solidarité ?**

Il est pitoyable que le soi-disant Plan de transition Solidaire baigne dans les mêmes eaux du marché du carbone, de l'étalement urbain par la promotion de la voiture hydroélectrique et du train aérien REM, d'une orgie de métros délaissant les banlieues et les régions à l'auto solo aujourd'hui à essence demain hydroélectrique. Que ce soit pour le camionnage lourd, là où le bât blesse le plus en termes d'émanations de gaz à effet de serre (GES), ou pour établir des circuits d'approvisionnement courts, le Plan s'en remet au soutien aux entreprises plutôt qu'à la planification encadrant le marché. Sans compter une dose d'extractivisme avec la proposition de la création d'une filière du lithium et celle de la récolte des résidus forestiers et agricoles à des fins énergétiques<sup>1</sup>.

Parachuté en pleine campagne électorale par un comité ad hoc travaillant à huit-clos, voici que la direction du parti a tenté avec un demi-succès de l'imposer lors du dernier Conseil national (CN) comme base d'une campagne politique sur le climat sans passer par le crible d'un débat et d'une ratification du Plan par un CN semestriel ou le Congrès bisannuel. Cette faille démocratique n'est que la pointe de l'iceberg d'une défaillance démocratique généralisée mise en lumière au dernier CN que ce soit sur l'ensemble de l'ordre du jour, les élections internes, la thématique électorale, la politique de harcèlement et l'épineuse question du « voile ».

#### Du nationalisme « progressiste » issu d'un *think tank* lié au PQ

On reconnaît dans le Plan la patte nationaliste « progressiste » de l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC), cette boîte à penser (*think tank*) fondée par l'ex Premier ministre péquiste, Jacques Parizeau, qui a rédigé le « rapport secret » à la source du Plan. Doit-on se surprendre que la direction Solidaire ait caché, jusqu'à ce que ça devienne un secret de Polichinelle lors du CN, que la substantifique moelle du pilier socio-économique du projet de société Solidaire provienne de la nébuleuse liée au PQ. Le bilan électoral du parti avertit que « *la question de la convergence [...] reviendra à la charge* » et qu'il y aura des « *appels au "recentrage", à "mettre de l'eau dans notre vin", au "compromis"* ». Mais on ne s'attendait pas à ce que ces tentations électoralistes proviennent du noyau dur de la campagne Solidaire. Et le pilier politico-institutionnel Solidaire, l'Assemblée constituante indépendantiste, est tout à fait compatible avec un PQ aux abois qui voudra se démarquer d'une CAQ certes aussi nationaliste mais dont l'impopularité croîtra avec sa gouvernance identitaire et droitière.

Partir en campagne climat sur la base d'un tel Plan de type capitalisme vert serait politiquement suicidaire. Tentant de freiner cette dérive, le Conseil national (CN) du début décembre a voté que « *le parti fasse campagne pour la gratuité du transport en commun sur dix ans* » et que « *les membres puissent se prononcer sur le contenu du plan de transition pour proposer des améliorations...* ». Malheureusement, la direction du parti, glorifiée par les récents bons résultats électoraux, a suffisamment pesé sur le CN par des interventions carabinées pour faire déposer des résolutions plus tranchées exigeant un débat sur ce Plan dans soit un comité spécial soit au sein des instances du parti pour ensuite être soumis à l'approbation du prochain congrès. De même est-elle parvenue à faire adopter sa résolution-synthèse stipulant que pour la campagne climat, d'une durée d'un an, « *le plan de transition économique soit connu le plus massivement possible...* »

---

<sup>1</sup> Pour une critique de ce Plan : Marc Bonhomme, [En débat : Analyse du « Plan de transition économique » de Québec solidaire](#), ESSF, 22/11/18

## La marginalisation de la gratuité universel du transport en commun soi-disant trop localiste

La proposition d'axer la campagne sur le transport en commun électrifié gratuit universel (TCÉGU) émane tant de la nécessité de revendications concrètes pour donner une épine dorsale à la vive émotion sur le climat, qui a amené 50 000 personnes dans les rues de Montréal en novembre<sup>2</sup> que de sa popularité due à la campagne électorale Solidaire au point que Libéraux et PQ ont dû répliquer par des propositions sur le même terrain. L'absence de demandes précises d'alternatives au-delà du refus des hydrocarbures est peut-être la cause de l'échec de la mobilisation du 8 décembre à Montréal (5 000 personnes) du même mouvement « La planète s'invite... ». Toutefois, plusieurs membres Solidaire des banlieues et des régions doutent de la pertinence de cette revendication qui ne s'appliquerait pas dans leur coin de pays parce que le transport en commun y est inexistant ou très déficient. C'est le cercle vicieux de ne pas ressentir le besoin d'un moyen inexistant mais plutôt de vouloir davantage du seul moyen disponible, autoroutes et ponts. Pourtant là où il existe un train de banlieue, la population en redemande. Elle a besoin d'avoir sous les yeux un plan concret et ses sources de financement.

Le projet « Grand Montréal Express », cœur de la proposition Solidaire de transport en commun pour le Québec avec 75% du budget octroyé à cet item, proposition qui est elle-même le noyau dur du Plan de transition Solidaire avec 83% des 300 000 emplois net créés, alloue moins de 10% de son budget hors l'Île de Montréal. Le train aérien REM à effet nul sur les émanations de GES et l'orgie de métros gobent presque tout. On ajoute bien la « *nationalisation des transports interurbains et augmentation de l'offre* » et le « *développement d'un lien haute vitesse entre les capitales régionales* » mais c'est sans plan ni budget pour le premier engagement et vague à souhait pour le second. On comprend la froideur de la militance Solidaire hors centre-ville et périphérie immédiate durant la campagne électorale pour la revendication clef de réduction des tarifs de transport en commun de 50%. L'alternative le « Grand Virage » de Coalition climat Montréal qui existe depuis 2016 comme alternative au REM et au même coût prévoyait des dépenses de 20 à 25% hors l'île de Montréal. De plus grande envergure que le « Grand Virage », le « Grand Déblocage » du PQ si on y ajoute le prolongement de la ligne bleu et le SRB Pie-IX pris pour acquis mais non inclus, consacre 25% de ses dépenses hors l'Île de Montréal. De plus, ces deux derniers plans mettent l'emphase sur des systèmes sur la terre ferme, moins chers, plus rapides d'exécution et surtout qui tassent les autos solos contrairement aux trains aériens et métros.

La revendication de la gratuité universelle que ce soit dans les domaines de l'éducation, de la santé ou ailleurs incite à la construction d'un front uni populaire dépassant les particularités géographiques, sectorielles, de nationalités, ethniques, religieuses, d'âge et de genre. La gratuité ne s'oppose pas aux investissements comme argumente une partie de la technocratie progressiste : la perspective du service public gratuit crée la mobilisation qui elle pousse aux investissements. La logique formelle du ou bien-ou bien s'oppose à la logique dialectique de la lutte sociale. Il n'en reste pas moins que la gratuité universelle est d'importance et d'application inégales. La gratuité scolaire concerne davantage les familles avec enfants que les personnes âgées. La gratuité de la santé davantage le troisième et surtout le quatrième âge que les jeunes adultes sans enfants. Nul doute que les idéologie individualiste, familialiste, ethnique ou corporatiste propres au capitalisme et renforcées par sa version néolibérale se dressent contre la gratuité universelle qui s'attaque directement à la domination des marchés, sur lesquels règnent une poignée de transnationales, où tout se paie. La généralisation des services publics dont son extension aux services de transport des personnes, car tel est l'enjeu de la lutte pour la gratuité universelle, nécessite une lutte idéologique et politique à contre-courant pour encourager l'émergence d'une solidarité populaire. Ce chaud esprit de corps s'apprend dans la lutte comme le vivent les gilets jaunes français, ces isolés des banlieues lointaines et des régions, dans leurs froides cabanes des *no man's land* des ronds-points.

## Du capitalisme vert promu par les transnationales de l'auto et « l'industrie de la corruption »

Encore faut-il d'abord créer les conditions de la lutte comme la revendication de la gratuité scolaire portée par Québec solidaire et l'ASSÉ avant 2012 a préparé les esprits pour que décolle le Printemps érable. La logique infernale autoroutes-congestion-autoroutes du tout à l'automobile ne règle rien et empire tout. Déjà les trains de banlieue soulagent l'enfer de la congestion ce qu'en général reconnaissent les banlieusards. Il en faudrait davantage et surtout, tant qu'à être coincé avec un paquet d'autoroutes, réserver celles-ci, et les grands boulevards, d'abord en partie puis en totalité à des autobus rapides s'électrifiant au fur et à mesure des progrès technologiques. Étant donné la cherté de ce « deuxième loyer » qu'est l'automobile, le peuple de l'automobile serait heureux d'en réduire le coût d'autant plus que le transport en commun deviendrait un service public gratuit. Cette perspective contrastée avec l'enfer de la congestion et le régressif marché du carbone qui renchérit encore le prix de l'essence a le ressort nécessaire pour déclencher un mouvement de type gilets jaunes mais plus orienté vers l'alternative dès le point de départ.

2 Marc Bonhomme, [Grande émotion pour le climat : 50 000 personnes dans les rues de Montréal](#), Presse-toi-à-gauche, 13/11/18

Sauf que le Plan de transition Solidaire bloque cet argumentaire en négligeant les banlieues et régions, en promouvant l'auto solo hydroélectrique à coups de subventions laquelle auto se substituera à celle conventionnelle pour exiger l'accès à la totalité du système routier comme la CAQ gouvernemental l'a parfaitement compris. Pour combler la mesure, le Plan Solidaire veut financer les coûts d'opération de la dite transition vers le capitalisme vert par le régressif marché du carbone et les coûts d'immobilisation en pillant le Fonds des générations au lieu de le réinvestir dans les services publics *austérisés* jusqu'à la corde où ces impôts auraient dû aller en premier lieu. D'autant plus que le secteur public est intrinsèquement écologique avec son recours minimum à l'énergie fossile et sa maximisation des relations sociales anti-consuméristes. La bonification du secteur public est une convergence forte des mouvements écologique, social et féministe.

La fausse alternative de l'auto hydroélectrique conquérant le système routier, tout en poursuivant l'étalement urbain, avec son complément aérien et sous-terrain qui soulage juste assez la congestion pour accélérer la circulation des marchandises par camions et pour ne pas affecter la productivité du prolétariat par une trop éprouvante navette conquiert l'adhésion tant du capital en général que du capital spécialisé du complexe auto-bungalow-condo et celui très québécois de « l'industrie de la corruption » des firmes de d'ingénierie et de construction. C'est cette fausse alternative que promeuvent tant la CAQ, les deux pieds sur le frein mais elle y vient, que Québec solidaire le pied sur l'accélérateur en passant par les Libéraux et le PQ qui à travers l'IRÉC a réalisé un coup de maître pour Québec Inc..

Nul d'entre ces partis n'envisage un blocage de l'étalement urbain en interdisant illico la construction de maisons unifamiliales et en rangée tout en densifiant la trame urbaine en particulier la banlieue jusqu'à la création de pôles d'emplois. À terme d'ici 2030 en zone urbanisée de 50 000 personnes et plus (75% de la population) et au plus tard en 2050 ailleurs, un plan visant la cible du 1.5°C, sans apprenti-sorcier dépassement temporaire franchissant de fatales points de bascule, interdirait la propriété privée et la location prolongée de l'auto solo, quitte à ce que l'État les rachète au fur et à mesure que se généraliserait un transport en commun électrifié gratuit universel (TCÉGU) fréquent et confortable avec un système collecteur de minibus éventuellement sans chauffeur et un complément d'autopartage communautaire. Pendant que s'installerait ce réseau d'ici 2030, seraient nécessaires des solutions temporaires comme des stationnements incitatifs et du covoiturage. Côté transport des marchandises s'installerait un réseau de cabotage et de rail sous contrôle public desservant des plateformes de livraisons par camions légers électrifiés dans des noyaux urbanisés de plus en plus ramassés entrecoupés de zones d'agriculture écologique.

### **La démocratie, quelle démocratie ?**

Au CN de ce début décembre, la base du parti, faisant fi de l'auréole électorale de la direction, avait auparavant fait pression pour allonger le temps de discussion alloué à la campagne climat lequel n'était qu'un misérable 15 minutes, le temps de sa présentation pour ensuite procéder directement au vote. La discussion, dont une partie fut refoulée au dernier point de l'ordre du jour alors qu'une bonne moitié des 300 délégués et observatrices, particulièrement des régions éloignées, avait quitté, dura finalement un bon deux heures ou presque. Cette pingrerie démocratique ne s'expliquait pas par d'autres décisions prioritaires à prendre puisque la question de la campagne climat était la **seule** décision que ce CN de 2.5 jours devait prendre à part l'élection à certains postes au Comité de coordination nationale (CCN) et à la Commission politique (CP).

#### Des élections internes sur la base de CV et non d'orientation politique

Le succès électoral du parti a induit un intérêt pour les cinq postes au CCN, dont aucun ne concernait les postes clefs, qui pour une première fois furent tous contestés sauf un, contrairement à la moins importante CP où deux postes seulement sur huit le furent. À noter que le seul membre sortant du CCN lié organisationnellement à la gauche du parti (Presse-toi-à-gauche) fut l'unique des quatre membre sortant à ne pas voir son mandat renouvelé. Celui-ci pourtant était en poste depuis une dizaine d'années et avait même été, en intérim, porte-parole homme du parti. Celui-ci se démarquait par une présentation politique de sa candidature tandis que ces deux rivales, comme la plupart des autres candidatures dans les autres domaines, insistaient tant sur leur expérience dans le champ sollicité que sur leur préparation académique dont la candidate gagnante était particulièrement riche.

Le candidat de gauche fut victime de la tactique de son groupe qui refuse le systématique débat politique public et la démarcation vis-à-vis la direction du parti sauf quand il y a division au sein de la direction comme par exemple sur les questions de la convergence avec le PQ et du « voile ». L'opaque nébuleuse Presse-toi-à-gauche, lié au collectif Gauche socialiste on ne sait trop à quel point et dont le journal web est la seule activité publique connue, n'a aucune activité propre hormis son site web constitué d'une poignée d'articles originaux dans une mer d'articles repiqués ne

présente jamais de plateformes alternatives ni de prise de position lors de CN et Congrès sauf sur la question de la convergence. Plan de transition capitaliste vert, redistribution social-démocrate de la richesse et nationalisme à la mode Option nationale sont acceptés sans réserve par elle tout comme l'organisation et le fonctionnement électoralistes du parti sauf de vagues appels à la liaison avec les mouvements sociaux, appels largement soutenus dans le parti parce que jamais précisés. En résulte que les CV l'emportent sur la politique lors des élections internes et aussi des candidatures externes contestées. Le bilan électoral prône d'ailleurs, en ce qui concerne les candidatures, de « *porter une attention particulière à la pluralité de compétences et de milieux professionnels* » tout en accordant une plus grande importance aux « *minorités visibles* » et à la « *notoriété* ». De critère d'orientation politique ou d'adhésion au programme ou d'origine sociale ou de militantisme populaire, il n'est point question. Finalement, le candidat sortant de la gauche du parti aura été victime de l'opportunisme politique de son groupe.

#### Une plateforme et un programme refoulés en bas de page et de moins en moins issus de la base

La balance de ce CN post-électoral fut purement informative et consultative. Un tel déséquilibre entre temps décisionnel et temps informatif et consultatif était du jamais vu. Il y a là un pas en avant, ou est-ce en arrière, dans la tactique de la direction Solidaire de substituer la consultation politique sans vote, happening toujours apprécié de libération de la parole, à la décision politique en bonne et due forme. Ces moments inévitables pour résoudre la grogne interne sur certains sujets chauds récurrents sont toujours ressentis comme traumatisants. Le programme, sous responsabilité du Congrès, et la plateforme électorale, sous celle du CN, ont été les grands oubliés de la dernière campagne électorale. Au point que le PQ, ne voyant pas leurs références en petits caractères au bas du site web du parti, mais non celui pour appareils mobiles, a fait l'erreur de dénoncer leur absence dans la campagne électorale, ce qui n'était pas politiquement faux.

Pour la campagne électorale, a bien eu lieu un Congrès plateforme en décembre 2017 mais faute de temps et suite à un choix de priorité de discussion arbitraire par la direction, les thématiques cruciales de l'économie, de l'écologie, de la stratégie pour la souveraineté, de l'éducation et de la santé ont tous été référé au CCN. Celui-ci, en association avec la CP, avait astucieusement renoncé à son rôle de direction politique, au nom de la démocratie de la page blanche, pour mieux récupérer la mise sans contrôle démocratique. Ainsi a-t-il pu, avec le Comité électoral et celui des communications sous son contrôle, concocter le message électoral de A à Z. La révision du programme par le Congrès de décembre 2019 relèvera-t-elle de la même eau ? Déjà les commissions thématiques relevant de la CP devaient faire leurs propositions d'amendements au plus tard ce décembre-ci, soit un an d'avance. Ensuite la synthèse de la CP sera soumise au CCN alors que statutairement la CP relève du CN et n'a qu'à se coordonner avec le CCN sans s'y soumettre.

#### Une politique anti-harcèlement imposée pouvant servir de contrôle de la dissidence

La centralisation du pouvoir au sommet du parti a fait une autre avancée à ce CN de décembre quand le CCN a annoncé, et non pas soumis à la discussion et au vote, une « *politique pour contrer le harcèlement sexuel et toute forme de comportements discriminatoires et violents* ». L'ancienne politique rangée aux archives en catimini quoique jamais rescindée avait au moins été formellement votée par le CN même si les instances locales n'en avaient jamais discuté car présentée à la dernière minute. Cette politique ouvrait tellement la porte à la dénonciation politique individuelle sous prétexte d'atteinte aux droits que malgré trois tentatives, aucun membre n'avait jamais posé sa candidature pour occuper un des neuf postes prévus pour l'appliquer.

Sous couvert de l'émotion engendrée par la mouvance #Moi-aussi et la résurgence de la question identitaire, le CCN, avec la collaboration du Comité des femmes et le Comité antiraciste, représente le canevas allégé de la même politique rendant possible la dénonciation par une seule personne pour intimider la dissidence sous prétexte de harcèlement très largement défini. Cette fois-ci nul besoin de faire voter quoi et pour qui que ce soit car le CCN impose la politique et nommera lui-même les trois personnes responsables. Pourquoi cette précipitation imposée par le CCN ? Pourquoi cette déresponsabilisation des instances locales à pouvoir traiter ces problèmes quitte à prévoir un soutien aux victimes présumées ? Pourquoi, à la limite, accorder au seul CCN sur recommandation d'une structure qu'il contrôle le pouvoir d'expulsion et de suspension, en plus sans droit d'appel, alors qu'on s'attendrait à une procédure rigoureuse où interviendrait le CN si ce n'est le Congrès ?

#### Une politique imposée des signes religieux qui revient comme un boomerang

*Last but not least*, se pose la question du port de signes religieux ostentatoires, essentiellement du voile, par certains employées de l'État que le gouvernement de la CAQ a décidé de mettre en épingle comme facteur de division populaire à la veille du déploiement de sa politique de privatisation et de rabais fiscaux annonçant d'inévitables

coupes. La direction du parti, sans consultation de la base du parti et sans approbation ni ratification par le CN ou le Congrès, avait décidé il y a quelques années d'interpréter restrictivement le programme du parti dans le sens de la Commission Bouchard-Taylor qui recommandait l'interdiction du port des signes religieux « *aux magistrats et procureurs de la Couronne, aux policiers, aux gardiens de prison, aux président et vice-présidents de l'Assemblée nationale* » ce à quoi la CAQ ajoute le personnel enseignant. Pour avoir évité un débat difficile alors, la direction se retrouve aujourd'hui avec un débat explosif entre deux pôles organisés au sein du parti qui paraissent irréconciliables. Il sera difficile de ramener le débat de la sphère des droits et principes qui ici s'annulent – le droit d'expression par le vêtement versus la neutralité religieuse de l'État que doivent exprimer (certaines) de ses employées – vers le terrain politique pétri d'identitarisme croissant dont l'islamophobie est la tête de pont.

S'il était encore temps, il serait possible de proposer de ne pas entraver la liberté d'expression par le vêtement quitte à interdire le visage couvert pour fin d'identification et de sécurité tellement cette pratique rarissime confine à la barbarie sexiste y compris auto-infligée. En contrepartie, il faudrait réaffirmer une laïcité qui ne soit pas une « catho-laïcité » patrimoniale par le retrait du crucifix de l'Assemblée nationale, l'interdiction des prières lors d'assemblées gouvernementales et l'interdiction non seulement du financement mais de l'existence des écoles religieuses, dont la majorité sont chrétiennes, parce que l'école publique reste un creuset essentiel de l'intégration sociale. La lutte contre l'islamophobie et autres dérives racistes et xénophobes n'en rend pas moins nécessaire la critique de toutes les religions, particulièrement de leur usage politique jusqu'au djihadisme, imbues de sexisme institutionnalisée pouvant sombrer jusqu'à la pédophilie sur laquelle le gouvernement québécois devrait enquêter.

Il faudrait se souvenir que l'ennemi à abattre n'est pas la femme voilée mais le banquier cravaté contre lequel il faut construire un front uni des athées et des pratiquantes. Par contre s'impose une lutte acharnée contre la discrimination particulièrement dans les domaines de l'emploi, dont la reconnaissance des diplômes confisquée par les corporations professionnelles, et du logement. Il serait temps qu'on braque le projecteur sur l'intégration des réfugiées et autres immigrantes à accueillir en grand nombre et sur le traitement des travailleurs temporaires, de plus en plus nombreux, confinant à l'esclavagisme néolibéral. Il devient évident que le gouvernement caquiste veut restreindre l'immigration tout en satisfaisant aux demandes des employeurs par le recours accru au programme fédéral du travail temporaire lié à un seul employeur.

### **Le populisme qui enlise dans l'électorisme et mène au bonapartisme**

Qu'un chevronné et anticapitaliste observateur du CN affirme tout de go que « *QS a été plus qu'admirable dans ses pratiques de débats démocratiques jusqu'à présent* »<sup>3</sup> relève de l'aveuglement qui semble induit par une admiration dithyrambique de la direction du parti. Qu'il ajoute que « *QS se cherche une orientation qu'on pourrait appeler "stratégique"* » souligne que son observation du CN ne fait qu'effleurer l'unique débat décisionnel qui y eut lieu. Il avance même que le Plan de transition élaboré dans les officines, jamais par ailleurs nommé par lui, a été déployé en extremis sans expliquer que la manœuvre était en gestation depuis deux ans au moins et qu'elle a eu la chance d'atterrir dans une conjoncture favorable post-caniculaire surlignée par une tornade majeure. Il y a bien eu pression de la base mais parce qu'elle ignorait ce Plan en gestation qu'on lui cachait ou tout au moins son contenu et ce qu'on allait en faire. Pour apaiser la base, on lui a lancé un os à gruger, cette demi-gratuité du transport en commun sur le mandat qu'on a délaissé dès que le Plan fut révélé au grand jour et surtout une fois la campagne électorale terminée.

L'observateur a beau multiplier les mises en garde contre l'électorisme et le bureaucratisme, il ne peut se résoudre à constater que le parti s'est clairement doté d'un projet de société capitaliste vert sensé déployer toute son envergure suite à une Assemblée constituante indépendantiste elle-même enclenchée par une victoire électorale Solidaire. Cette stratégie, où les mouvements sociaux n'ont qu'un rôle auxiliaire, est la négation d'une stratégie de soulèvement social pour construire un socialisme de plein emploi écologique.

Même la liaison entre Plan de transition et indépendance reste faible malgré l'affirmation acharnée par le gouvernement fédéral, que le gouvernement québécois ne contre pas tant s'en faut, d'un Canada pétrolier assis sur l'axe Toronto-Calgary-Ottawa reléguant dans l'ombre, une première historique, la nation québécoise. En rajoute la récente et intense remontée du *Quebec bashing* provoquée par la tension entre l'annonce des données sur la péréquation entre provinces riches et celles « pauvres », revenant pour les deux tiers au Québec et en hausse, versus la crise économique de la riche Alberta frappée par la baisse combinée du prix du pétrole brut et par celle du pétrole bitumineux faute de moyens de transport et sans fonds de prévoyance à la Norvège pour compenser. Une

3 Pierre Beaudet, [Faire parti – Le chemin parcouru par Québec Solidaire depuis 2006 – Réflexions en marge de la réunion du Conseil national](#), ESSF, 12/12/18

orientation capitalisme vert ne nécessite pas l'expropriation de la Finance, noyau économique du fédéralisme canadien, ni même le contrôle du secteur des transports. Quant à celui des ressources naturelles, il est déjà de ressort provincial. S'agit-il finalement de la part de Québec solidaire d'un indépendantisme incantatoire à utilisation purement électoraliste pour damer le pion au PQ ?

L'observateur invoque le porte-parole homme du parti qui parle de « *déplacement des plaques tectoniques* » brisant « *la distance entre le peuple et les castes politiques traditionnelles* » feignant de ne pas remarquer que ce vocabulaire populiste renvoie aux Iglesias et Mélançon de ce monde. Ceux-ci n'ont que faire du parti de la rue, sauf comme piédestal, pour conquérir la gouvernance institutionnelle afin d'accomplir la pseudo « révolution des urnes » qui n'est qu'une révolution des mots pour mieux sauver le capitalisme contre ses complexes et ses lobbies du XX<sup>ie</sup> siècle. Ces derniers bloquent l'adaptation du capital aux nouvelles contradictions, adaptation qui n'a à voir ni avec la démocratie ni avec la social-démocratie mais avec les chefs charismatiques bonapartistes capables d'imposer l'austérité permanente, privée et sociale, nécessaire aux investissements gargantuesques préventifs du capitalisme vert qui ne produiront aucune richesse sociale. Ces partis de la direction s'imposant au parti des membres arrivent à construire des machines électorales efficaces en faisant miroiter des rêves grâce à des adhésions à la carte ou Internet de membres peu aguerris politiquement et pénétrés de l'individualisme néolibéral mais souvent très professionnellement futés et convaincus du cul-de-sac catastrophique du capitalisme néolibéral.

### **Le temps de la « guerre de mouvement » est venu**

Avec son succès électoral – mais en restant malgré tout le troisième parti de l'opposition quoique la prostration des deux autres partis accablés par des défaites historiques lui laisse pour le moment l'initiative – Québec solidaire s'engonce déjà dans le parlementarisme ce que révélait le dernier CN en mettant l'accent sur le mince bilan parlementaire de deux semaines et en consacrant un temps très long au bilan électoral non sujet à amendement et encore moins à un vote de ratification. Si le long bilan écrit discutait en détails et non sans intérêt de la conjoncture, des résultats et de l'organisation dont la stratégie de communication, il passait sous silence le contenu politique proprement dit pour lequel on percevait un grand satisfecit. On a quand même pu constater dans certains ateliers une frustration vis-à-vis la machine électorale provenant des circonscriptions perdantes soit à cause de pressions indues venant du centre soit, le plus souvent, pour avoir été laissées sans suffisamment de préparation et de moyens. On ressentait une grande dépendance vis-à-vis « la centrale » et une difficulté d'autonomie des équipes locales bien compréhensible quand on sait la pauvreté de la formation politique au sein du parti.

On aurait aimé de pareils ateliers sur la campagne politique pour le climat non seulement à propos de ses objectifs et revendications mais aussi du plan d'action qui reste une page blanche. Est-ce que ce sera une autre de ces pseudo-campagnes de site web dédié, d'assemblées publiques régionales où on convoque les membres avec un tractage par le militantisme le plus déterminé ? On se dit que l'urgence climatique (et sociale à la veille d'une crise économique annoncée alors que la période de dite prospérité a à peu bénéficié au 90%) invite à une campagne politique sollicitant la mobilisation à la mode gilet jaune, sans résultat garantie évidemment. Mais qui risque rien n'a rien. La nouvelle notoriété du parti avec sa députation de dix personnes, ses 20 000 membres et son électorat de 650 000 personnes pourrait lui permettre de tenter un grand coup mobilisateur en ce temps de grande sensibilité sur le climat en termes de manifestations certes mais aussi d'incitation au blocage, aux occupations et aux grèves. Le résultat décevant de l'élection partielle du 10 décembre montre la limite de l'électoralisme dans la même mesure que la manifestation climat du 8 décembre a démontré la limite de mobilisation sans revendications concrètes ni plan d'action en escalade.

Si on veut s'en référer à Gramsci comme notre observateur le fait, l'urgence climatique et social impose non pas la « guerre de position » mais plutôt la « guerre de mouvement ». C'est cette dernière qu'annonçaient les grands soulèvements de 2011, tant dans le monde arabe qu'en Europe du Sud, rassemblés dans les cœurs des capitales. Comme épine dorsale explicative de leurs amères défaites on trouve l'absence de la gauche anticapitaliste organisée et crédible appuyée sur le prolétariat mobilisé afin de d'indiquer la voie révolutionnaire, celle du socialisme du plein emploi écologique. Tout le peuple mobilisé autour du prolétariat conscient, poussée par la colère de ses femmes et aiguillonné par sa jeunesse, saura retourner l'économie comme une crêpe encore plus radicalement que la bourgeoisie canadienne l'a fait pour ses fins guerrières en 1939 en à peine deux ans. Les gilets jaunes renouvellent l'espoir des soulèvements qui cette fois-ci occupent tout le territoire... moins les centres urbains où se concentre le pouvoir. On attend toujours Godot pour mener l'assaut.

Marc Bonhomme, 20 décembre 2018,

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)